

Un texte de Norbert Elias (1987) : « The Retreat of Sociologists into the Present »*

*Traduit de l'anglais par Sébastien Chauvin
Présenté par Florence Weber*

Pourquoi traduire aujourd'hui l'un des textes les plus célèbres de Norbert Elias ? À première vue, il semble qu'il ait déjà produit tous ses effets dans les sciences sociales françaises, habituées depuis quinze ans à différents croisements entre sociologie et histoire. Comme les y invitait N. Elias dès 1983, les sociologues ont investi le passé, qu'ils se réclament d'une sociologie historique ou d'une socio-histoire, tandis que les historiens, de leur côté, faisaient un large usage des concepts de la sociologie. Genèses a pris toute sa part dans ces mouvements qui convergent, non sans certaines tensions, vers une plus grande porosité entre les disciplines. À vrai dire, sociologues et historiens n'ont fait que reprendre un dialogue déjà arrivé à sa pleine maturité dans la France de l'entre-deux-guerres, avec la naissance des Annales, mais interrompu par la Seconde Guerre mondiale, après laquelle l'histoire a conversé avec l'anthropologie plus qu'avec la sociologie. On connaît la trajectoire singulière de N. Elias (1897-1990) : découvert par ses pairs dans les années 1980, c'est un rescapé de cet entre-deux-guerres, formé dans la tradition de la sociologie allemande puis écarté de la scène académique mondiale. Cette marginalité ainsi que sa fidélité à son œuvre forgée dans les années 1930 expliquent sa lucidité sur les conflits qui opposèrent les sociologues entre eux pendant la guerre froide. Elles expliquent aussi l'étonnante actualité de ses textes, tous écrits avant la chute du mur de Berlin, mais qui nous aident encore aujourd'hui à réfléchir sur un monde bouleversé.

L'œuvre d'Elias est largement traduite et commentée en français, par des historiens et des sociologues qu'elle contribue à rapprocher. Un de ses aspects est pourtant largement passé sous silence, parce qu'il gêne les uns et les autres : c'est sa volonté affichée d'une modélisation dynamique, où les historiens voient volontiers un évolutionnisme naïf. Il s'agit bien d'une modélisation au sens fort du terme : modèle théorique cohérent à confronter avec des données empiriques issues de l'histoire de l'humanité. Cette modélisation ne fait pas intervenir une causalité au sens mécanique du terme mais des processus, c'est-à-dire des configurations en mouvement, dans lesquels l'interdépendance de tous ne produit de la stabilité (sociale, politique, locale, nationale, mondiale) que par accident.

Ancien étudiant en médecine et reconnaissant volontiers sa dette à Auguste Comte, N. Elias défend une conception presque scientiste des sciences sociales. Il conçoit son œuvre comme celle d'un généraliste – comme une sorte de théorie générale de la société – et, de fait, il réussit à unifier des théories présentées avant lui comme plus concurrentes que complémentaires. Sous les quatre fonctions élémentaires qu'il évoque dans le texte ci-dessous, on peut retrouver l'œuvre de Karl Marx, dont il critique pourtant le primat accordé aux fonctions économiques, celle de

Max Weber dont il reprend la théorie du contrôle de la violence, à l'intérieur des groupes (l'État) comme entre les groupes (la guerre), celle de Karl Mannheim dont il reprend l'insistance sur la sociologie de la connaissance (qu'il s'agisse de religion ou de science), celle de Sigmund Freud enfin d'où il tire la notion d'auto-contrainte et l'intérêt pour l'éducation – nous dirions plutôt prime éducation ou encore socialisation. C'est bien de toute la sociologie allemande du XIX^e siècle et du premier XX^e siècle qu'Elias est l'héritier, alors qu'il se tient à distance de la sociologie française et de l'anthropologie anglaise et américaine, comme le montrent ses références à S. Freud plutôt qu'à Marcel Mauss ou à Ignace Meyerson pour comprendre les liens entre socialisation et psychologie collective, comme le montre également son absence totale de relativisme culturaliste qui lui interdit la démarche comparative.

Modéliser les processus historiques : s'agit-il là d'une ambition neuve et pleine d'avenir pour la sociologie ou, au contraire, d'une régression vers un stade infantile des sciences sociales, la philosophie de l'histoire d'un Comte ou d'un Marx ? Quels travaux empiriques peuvent-ils se réclamer d'une vision aussi large de l'histoire de l'humanité sinon pour y trouver matière à réflexion sans application possible ? La sociologie configurationnelle d'Elias a deux faces : une face ethnographique, attentive aux processus qui s'autoengendrent en une sorte de réaction en chaîne et transforment les situations de l'intérieur (en cercle vicieux ou en cercle vertueux) ; une face macrohistorique, qui dresse les grandes lignes de la coévolution de l'économie, de l'État, de la connaissance et de la socialisation. La première inspire des ouvrages sur la société contemporaine (Logiques de l'exclusion) comme sur le passé (La Société de cour) ; la seconde inspire la grande synthèse du Procès de civilisation (La Civilisation des mœurs et La Dynamique de l'Occident) et des synthèses partielles, comme sur le sport ou sur l'équilibre du pouvoir entre les sexes. La tension entre ces deux échelles d'analyse des interdépendances, l'une réduite à l'interconnaissance ou du moins à la coprésence dans l'espace et le temps, l'autre étendue à la chaîne des générations depuis la préhistoire et à la chaîne des interdépendances mondiales, fait sans nul doute la faiblesse du modèle mais aussi sa force de suggestion.



* Cet article paru dans Volker Meja, Dieter Misgeld et Nico Stehr (éd.), *Modern German Sociology*, New York, Columbia University Press, coll. « European perspectives », 1987 fut réimprimé dans la revue américaine *Theory, Culture & Society* (SAGE, London, Newbury Park, Beverly Hills et New Delhi), vol. 4, 1987, pp. 223-247. Le présent texte en français, traduit de l'anglais par Sébastien Chauvin, est publié avec l'autorisation de Columbia University Press [NDT].

LE REPLI DES SOCIOLOGUES DANS LE PRÉSENT¹

I

On a peu prêté attention au repli des sociologues dans le présent. Ce retrait, cette fuite hors du passé, est devenu la tendance dominante de la sociologie après la Seconde Guerre mondiale et, tout comme le développement de la discipline elle-même, ne fut pas, pour l'essentiel, le fruit d'un projet conscient.

On peut voir clairement qu'il s'agit d'un repli si l'on songe à la manière dont les sociologues des générations antérieures pour tenter d'éclairer les problèmes des sociétés humaines, notamment ceux de leur propre époque, s'étaient appuyés sur une large connaissance

du passé de leur société et des phases antérieures d'autres sociétés. Les approches concernant les problèmes sociologiques de Marx et de Weber, peuvent servir d'exemples. Marx essaya de mettre en relief ce qu'il considérait comme le problème le plus impérieux de son temps en présentant sa propre époque comme une étape entre le passé et des futurs possibles. Weber tenta à plusieurs reprises de clarifier des problèmes sociologiques généraux au moyen de preuves empruntées aux époques passées comme aux sociétés parvenues à un stade de développement antérieur.

II

Sous certains aspects, la réduction des centres d'attention et d'intérêt des sociologues au présent immédiat représente indubitablement un progrès dans le développement de la discipline. Les sociologues sont maintenant bien plus à même d'étudier et, dans certains cas, de résoudre d'une manière raisonnablement

fiable les problèmes de court terme de leur propre société. Cette concentration sur les problèmes contemporains a trouvé une expression frappante dans la prolifération quasi explosive des enquêtes sociologiques empiriques, en partie (mais en aucun cas uniquement) de type statistique².

III

Cependant le présent immédiat dans lequel se retranchent les sociologues ne constitue qu'une phase restreinte, momentanée, au sein du vaste courant du développement de l'humanité qui, venant du passé, débouche sur le présent et se projette vers des futurs possibles. Il n'est pas surprenant, par conséquent, que la récente abondance d'enquêtes sociolo-

giques empiriques soit allée de pair, sous d'autres aspects, avec un appauvrissement. L'un des symptômes de celui-ci fut le clivage prononcé entre la grande majorité de ces enquêtes empiriques et les travaux que l'on présente maintenant comme relevant de la théorie sociologique. On pouvait déjà présager ce clivage dans les travaux de Max Weber,

1. La première moitié du texte, initialement rédigée en allemand, fut traduite en anglais par Stephen Kalberg et Volka Meja à partir d'une version considérablement révisée et augmentée de l'article « Über den Rückzug der Soziologen auf die Gegenwart » publié dans la revue allemande *Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie*, vol. 35, n° 1, 1983, pp. 29-40. La deuxième moitié (à partir du paragraphe VIII) a été rédigée en anglais par l'auteur. Remerciements : Norbert Elias exprime sa gratitude à Volker Meja pour sa grande aide dans la révision du texte original en vue de la publication dans le volume collectif *Modern German Sociology* (New York, Columbia University Press, 1987). Il est aussi reconnaissant à ses assistants Rudolf Kijff et Maarten van Bottenburg pour leur aide concernant la deuxième partie de cet article.

2. Puisque, dans la perspective de la sociologie, « qualitatif » n'est pas un contraire conceptuel adéquat à « quantitatif », il faut chercher un terme plus approprié. Les recherches sociologiques empiriques non-quantitatives, ou non-exclusivement quantitatives, s'intéressent souvent à certains traits statiques et dynamiques des groupes humains. Comme alternative à « quantitatif », je propose « configurationnel » [*figurational*].

dont la théorie de l'action, exposée dans les premières parties d'*Économie et Société*, est souvent à peine repérable dans ses travaux empiriques. Pour un temps, le travail théorique de Talcott Parsons d'une part et celui des sociologues néomarxistes d'autre part ont occupé le devant de la scène théorique. Mais l'éminence intellectuelle de ces deux écoles de pensée n'a pas trouvé son pendant dans des travaux empiriques qui, tout en s'inspirant de ces deux cadres théoriques, auraient été capables de tester leur valeur cognitive. La signification réelle de cette division en deux camps, parsoniens et néomarxistes, qui ont longtemps structuré, par leur opposition, et malgré les quelques tentatives de réconciliation, le gros de l'enseignement des théories sociologiques dans les universités du monde, est plus politique que scientifique. Les deux types de théories représentent en effet une projection dans les sciences sociales de la division politique de la société globale entre d'un côté conservateurs et libéraux, et de l'autre socialistes et communistes. Rien d'étonnant, par conséquent, à ce qu'en sociologie beaucoup de travail empirique se fasse sans référence à la théorie, et que de nombreuses discussions théoriques se déroulent sans aucune référence au travail empirique. C'est comme si les chercheurs en physique étaient divisés entre les disciples d'une théorie conservatrice ou libérale, et une théorie socialiste ou communiste, de la physique. Il y a bien évidemment quelque chose qui ne fonctionne pas dans une discipline scientifique si ses principaux représentants autorisent les préférences politiques à dominer leur travail scientifique. En sociologie, on peut observer de manière récurrente que ce qui semble à première vue être une discussion

scientifique érudite et sérieuse menée à un très haut niveau d'abstraction se révèle en fait, à y regarder de près, être une superstructure complexe érigée dans le but d'attaquer ou de soutenir des positions spécifiques sur le spectre contemporain des idéaux et des croyances sociales. Dans de tels cas, le détachement scientifique peut à peine dissimuler l'esprit partisan qu'il recouvre. De même, la façade d'une théorie scientifique ne peut pas cacher l'engagement extrascientifique qui la soutient, bien que celui-ci ne puisse souvent être reconnu que si l'on est capable de pénétrer la masse confuse d'une terminologie absconse.

Ainsi, le parsonisme et le néomarxisme, représentant les deux plus importantes écoles de pensée théorique en sociologie, ont mené une version atténuée de la lutte des classes dans le cadre d'une discipline académique. L'édifice intellectuel de ces deux écoles de pensée ne constituait pas vraiment des théories scientifiques au sens où ce mot est utilisé dans les sciences plus anciennes. Bien que l'on tende souvent à l'oublier aujourd'hui, la physique et la biologie ont elles aussi eu à livrer une longue bataille pour s'émanciper des croyances extrascientifiques. Galilée symbolise encore aujourd'hui la lutte de la physique pour son autonomie vis-à-vis de puissantes idées extrascientifiques, en particulier religieuses. À ce qu'on peut voir, les représentants des théories sociologiques, et plus généralement des théories en sciences humaines, sont pourtant à peine conscients du fait qu'une lutte analogue pour l'autonomie est encore devant eux. Mais dans ce dernier, le principal combat pour l'émancipation prend le caractère d'une lutte pour l'autonomie par rapport aux idéaux politiques et sociaux du moment.

IV

La population humaine a connu un processus non planifié de croissance, en un sens qui n'est pas purement numérique, et en dépit de toutes ses fluctuations. À travers l'histoire, elle s'est divisée en différents groupes, en unités de survie d'un type ou d'un autre. Ces unités de survie ont aussi vu leur taille augmenter. Partant de petites bandes de vingt-cinq à cinquante membres, vivant peut-être dans des grottes, les

êtres humains se sont regroupés dans des tribus de plusieurs centaines ou plusieurs milliers de membres, et de nos jours, de plus en plus dans des États de plusieurs millions de personnes. Le changement de la taille de ces unités sociales en a modifié la structure. Les moyens de contrôle – de contrôle externe aussi bien que d'autocontrôle – requis pour la survie et l'intégrité d'une unité sociale de trente personnes sont différents

des moyens de contrôle nécessaires à la survie et à l'intégrité d'une unité sociale formée de plusieurs millions de personnes. C'est le mode de vie des humains dans son ensemble qui a changé au cours de ce processus. On peut voir ici, en résumé, pourquoi une théorie de la société inspirée par les différents idéaux politiques des sociétés industrielles du xx^e siècle et présentée comme une théorie universelle des sociétés humaines ne peut avoir qu'une valeur cognitive très limitée. Une transition entre de petites unités d'intégration et des unités plus grandes se déroule aujourd'hui sous nos propres yeux. Je ne pense pas que des théories sociologiques dépourvues de cadre évolutionniste puissent être d'un grand secours pour élucider les problèmes sociologiques soulevés par de tels changements, que ce soit sur le plan théorique ou sur le plan empirique. Aussi longtemps que domineront des théories qui font abstraction du caractère aussi bien diachronique que dynamique des sociétés, il ne sera pas possible de combler l'énorme fossé qui existe aujourd'hui entre ce genre de projet théorique et la recherche sociologique empirique.

La compréhension des sociétés humaines requiert, il me semble, des modèles théoriques testables qui puissent aider à déterminer et à expliquer la structure et la direction de processus sociaux de long terme, c'est-à-dire, en dernier ressort, le développement de l'humanité. En outre, je ne pense pas que les théories de ce type ne puissent être utiles que dans le champ de la sociologie. Un cadre de référence évolutionniste unifiant, sans incrustations idéologiques, par exemple sans postulat pré-construit sur un avenir nécessairement meilleur, pourrait également être utile dans les autres sciences humaines. Or, lorsque les enquêtes se concentrent sur les problèmes contemporains, la portée des explications se trouve indûment réduite. On ne peut ignorer le fait que toute société présente est issue des sociétés précédentes et ouvre au-delà d'elle-même sur une diversité de futurs possibles. Si l'on enferme les problèmes sociologiques dans des typologies statiques et dans les concepts statiques de structure et de fonction, on néglige les dynamiques intrinsèques des sociétés humaines.

V

La construction de modèles processuels [*process models*], c'est-à-dire de modèles du développement de l'humanité, requiert-elle aussi un certain nombre de concepts universels indiquant les propriétés communes à toutes les sociétés. Mais lorsque le travail de recherche se concentre sur l'étude des processus en tant que tels, les universaux acquièrent une valeur et un statut cognitifs différents de ceux des travaux qui recherchent des régularités atemporelles énoncées sous forme de lois. Dans ce dernier cas, la découverte des universaux est le but ultime de la

recherche, alors que dans le cas des modèles processuels, il ne constitue qu'un outil auxiliaire pour la construction des modèles. De plus, dans le cas des universaux processuels, les chercheurs doivent être certains qu'il s'agit bien d'universaux authentiques, se référant aussi bien aux sociétés les moins différenciées qu'aux plus différenciées. Les régularités présentées sous forme de lois ou les typologies tirées des observations du chercheur sur sa propre société et présentées comme des universaux ne sont pas, dans ce cas, d'une grande utilité.

VI

Il est sans doute utile de présenter un exemple de ce type d'universaux qui jouent un rôle central dans la construction des modèles processuels. Dans toutes les sociétés possibles, les gens qui appartiennent à un groupe pour lequel ils disent « nous » doivent remplir un ensemble déterminé de fonctions élémentaires les uns

vis-à-vis des autres, et vis-à-vis du groupe dans sa totalité, s'ils veulent survivre en tant que groupe. Je n'ai pas besoin ici de prendre en considération toutes ces fonctions élémentaires, mais je vais en donner quelques exemples. Habituellement entremêlées et certainement interdépendantes, elles sont souvent

conceptualisées comme des séquences ou des sphères du développement social. Dans de nombreux cas, l'une d'entre elles est présentée comme le seul moteur du développement social. Les idées comme forces motrices, la lutte des classes comme force motrice, en sont des exemples évidents. Des modèles multifonctionnels et, en ce sens, non-réducteurs, restent encore à élaborer. Je ne peux pas, et je n'ai pas besoin, dans ce contexte, de rendre compte de manière plus complète des divers modèles de leur interrelation. Je n'ai pas besoin non plus ici de débattre de l'affirmation selon laquelle cette interrelation reste toujours la même au cours du développement. Je ferai un court résumé diagnostique de quelques fonctions élémentaires, et je donnerai quelques exemples qui, je l'espère, les rendront vivantes.

Ce fut Marx qui identifia la première de ces fonctions élémentaires que les membres d'un groupe doivent accomplir correctement s'ils veulent survivre en tant que groupe. Traditionnellement, on l'a appelée la fonction « économique ». S'il n'est peut-être pas nécessaire de rompre avec cette tradition, il ne fait aucun doute que le terme « économique » est imprécis. Si notre cadre de référence est le développement de long terme, il nous faut distinguer très clairement entre un stade de développement dans lequel les fonctions économiques sont remplies par des groupes de spécialistes économiques, et un stade de différenciation moindre, où tout le monde doit remplir des fonctions économiques de manière non spécialisée. Pour l'exprimer plus simplement, on peut dire que l'un des universaux les plus élémentaires des groupes humains est la fourniture de la nourriture et des autres ressources vitales de base.

La seconde de ces fonctions de survie est celle du contrôle de la violence ou, dans un sens un peu plus large, la fonction de gestion des conflits dans ses deux dimensions : le contrôle de la violence au sein du groupe, et le contrôle de la violence dans les rapports entre différents groupes de survie. Dans le cas des fonctions économiques comme dans celle du

contrôle de la violence, il faut distinguer entre les stades du développement social où les personnes qui remplissent les fonctions économiques remplissent aussi les fonctions de contrôle de la violence – où, en d'autres termes, ces fonctions ne sont pas encore remplies par des spécialistes – et les stades de développement où les fonctions économiques d'une part et les fonctions de gestion de conflit de l'autre sont remplies par des personnes différentes, c'est-à-dire par des spécialistes. Il y a, bien sûr, de nombreux stades transitoires. Cependant, on peut dire que lorsque les spécialistes sont entièrement libérés de l'accomplissement des autres fonctions vitales, notamment de la production de nourriture, et que leur fonction sociale centrale est confinée au contrôle de la violence et à la gestion des conflits au sein du groupe et entre les groupes, cette situation s'identifie, en gros, à la formation sociale que nous appelons « État ». Peut-être faut-il ajouter que je ne m'intéresse pas à la question de savoir s'il est bien ou mal qu'une telle spécialisation ait émergé. Je m'intéresse simplement à la clarification d'un fait démontrable. L'émergence de spécialistes sociaux du contrôle de la violence est un bon exemple de l'entremêlement et de la transformation des manières d'accomplir ces fonctions vitales dans les sociétés humaines.

Les spécialistes du contrôle de la violence ne peuvent émerger dans une société que si ses membres produisent plus de nourriture qu'il n'en est besoin pour la survie des producteurs de nourriture et de leur famille. Toutefois, sur le long terme, la production régulière d'un surplus alimentaire requiert pour les producteurs de nourriture un niveau comparativement élevé de sécurité physique. Elle suppose la protection effective des ressources en question, quelles qu'elles soient – bétail, terres fertiles, zones de pêche – contre les maraudeurs. Au cours de leur développement, les avancées vers la spécialisation des fonctions économiques et des fonctions de contrôle de la violence progressent de manière réciproque³.

3. L'insistance sur la réciprocité des fonctions économique et de contrôle de la violence (aussi bien que d'autres fonctions vitales) peut peut-être apparaître comme une avancée purement théorique dans la connaissance. Elle a en fait de profondes implications empiriques. Pour n'en citer qu'une : en Union soviétique, une organisation monopolistique du contrôle de la violence – et aussi bien du contrôle de la connaissance – s'est développée, bon gré, mal gré, en association avec, on devrait même dire en dépit d'un système de croyances officiellement sanctionné qui

Les fouilles dans les villes sumériennes offrent un certain nombre d'indices des étapes qui ont conduit au développement de monopoles permanents de la violence. On peut supposer que ces derniers se sont accomplis en conjonction avec le développement parallèle, indispensable dans ce cas, d'un monopole sur les taxes. Les fouilles indiquent par exemple qu'à partir d'une certaine période, les campements sumériens furent entourés de murs solides et sans aucun doute très coûteux⁴. Examiné en commun avec d'autres indices, ce fait indique que c'est là – et, c'est possible, pour la première fois – que les sociétés humaines atteignirent le stade organisationnel de la cité-État. Elles produisirent assez de nourriture non seulement pour subvenir aux besoins de ceux qui construisaient et gardaient les murs, mais également pour nourrir les prêtres dans leurs temples, spécialistes détenteurs du monopole du fonds de connaissances du groupe, et particulièrement de la connaissance des voies du monde spirituel⁵, ainsi que les princes dans leurs palais, détenteurs du monopole du contrôle de la violence, et les guerriers, spécialistes de l'usage de la violence, sous contrôle des précédents. Parmi d'autres tâches, ces derniers devaient garder les travailleurs dans les champs, coordonner la construction et la maintenance de canaux d'irrigation vulnérables, ainsi que des murs de la cité, des palais et des temples. Partant de petits groupements ayant peut-être les caractéristiques de villages-États centrés sur un temple, les groupements que nous connaissons aujourd'hui comme sumériens grossirent pour atteindre un premier type d'organisation à grande échelle, dotée d'une

plus haute différenciation de fonctions spécialisées. Ils se transformèrent en cités murées, chacune avec un vaste temple et une organisation de palais. Ces cités-États sumériennes, telles les cités grecques d'une époque ultérieure, menèrent durant des siècles une lutte indécise pour l'hégémonie, jusqu'au jour où elles furent toutes conquises, et dans une certaine mesure soumises à la domination d'un État plus fort venu de l'extérieur.

Dans les sociétés plus avancées de notre époque, les groupes de spécialistes économiques sont parmi les plus puissants et, dans certains cas, les plus puissants de tous les groupes. La centralité d'activités économiques, spécialisées dans nombre de sociétés contemporaines, a donné lieu à une théorie sociologique selon laquelle la sphère économique spécialisée est de tout temps la seule et unique sphère de base de la société. Tous les autres aspects de la société semblent pouvoir être expliqués à partir du développement économique de celle-ci. D'après cette théorie, les conflits entre les groupes de spécialistes économiques doivent être considérés comme la force motrice universelle du développement de l'humanité, et la monopolisation des fonctions économiques, c'est-à-dire des moyens de production, peut être universellement considérée comme la source principale de pouvoir social. Une telle hypothèse impliquerait que tout au long du développement de l'humanité, tout comme à des époques plus récentes, les spécialistes économiques qui monopolisent les moyens de production constituent le groupe le plus puissant d'une société, son vrai groupe dirigeant. Toutefois, qu'il s'agisse ou non d'un

décrit le développement de la « sphère économique » comme la principale, et souvent même comme la seule force motrice du développement social. Ce système représente l'organisation étatique comme une simple superstructure en rapport avec sa base économique. Dans ce cas, la représentation de la sphère économique comme la base du développement social, et donc aussi de la distribution sociale du pouvoir, est évidemment contradictoire avec le cours observable des événements. Elle aide à dissimuler le fait que le contrôle du monopole de la violence physique peut être une force motrice du développement social aussi puissante que le contrôle monopolistique de l'économie ou, en la matière, de la connaissance.

4. Paul Garelli, *Le Proche-Orient Asiatique*, Paris, Puf, 1969, p. 66. Peut-être devrions-nous aussi nous rappeler les murs autour des villes et des châteaux médiévaux pour mieux comprendre le degré de pacification de ces sociétés.

5. Il n'est pas improbable que les prêtres, durant les phases les plus reculées de la croissance de l'organisation des temples, aient combiné avec leurs fonctions de prêtres celles de contrôle de la violence, de protection militaire des champs et des systèmes d'irrigation naissants. Lorsqu'au fil du temps l'équilibre des pouvoirs entre les dirigeants religieux et séculiers pencha en faveur de ces derniers, de leur côté ceux-ci – les leaders des troupes, les chefs militaires – défonctionnalisèrent souvent certains de leurs prêtres et assumèrent eux-mêmes les fonctions de prêtre.

diagnostic juste de la distribution des chances de pouvoir [*power chances*] dans les sociétés industrielles contemporaines, ce n'est certainement pas une lecture correcte de la distribution du pouvoir dans les sociétés à État plus anciennes. Dans celles-ci, avec très peu d'exceptions, les principaux groupes dirigeants étaient les guerriers et les prêtres. Sous une forme ou sous une autre, ces groupes de spécialistes, alliés ou rivaux, formèrent les groupes dirigeants des sociétés à État durant la plus grande partie de leur développement. Les spécialistes économiques, tels les marchands, étaient généralement classés plus bas que les nobles et les prêtres, et ne pouvaient que rarement, jusqu'à récemment, atteindre le pouvoir et la richesse des groupes dirigeants comme les rois ou les papes (dans les pays comme la Russie, l'Allemagne et l'Autriche, pas avant 1914). On ne peut s'empêcher de se demander quelles caractéristiques structurelles des sociétés humaines sont responsables de la domination durable, au sein de la plupart des sociétés à État, de ces deux groupes de spécialistes, guerriers et prêtres. On voit à travers cet exemple à quel point notre vision est rétrécie par la préoccupation pour des phénomènes contemporains et de court terme. Toute tentative de construction d'une théorie universelle de la société à partir du présent accroît le risque d'échec. Si la découverte des conditions économiques du changement social fut un grand progrès, la réduction de tous les changements sociaux à des conditions économiques constitue un grand obstacle pour de futures avancées. Concernant la distribution du pouvoir dans une société, on peut dire que la monopolisation des instruments de la violence ou des moyens d'orientation, c'est-à-dire de la connaissance et particulièrement des connaissances magico-mythiques, ne joue pas un rôle moins important que la monopolisation des moyens de production. Ni les fonctions sociales de gestion et de contrôle de la violence ni celles de transmission et d'acquisition de la connaissance ne peuvent être simplement réduites aux fonctions économiques d'une société ou expliquées par elles. Toutes les trois, et un nombre d'autres qu'il n'est pas besoin d'étudier ici, sont également fondamentales et irréductibles.

Quelques mots sur la connaissance peuvent être utiles ici. La connaissance en particulier ne s'est jamais vraiment remise de la malédiction que lui porta Marx en lui attribuant le statut ontologique d'une simple superstructure. Afin de percevoir son rôle fondamental dans les sociétés humaines, il suffit d'imaginer un groupe « sans connaissance » – c'est-à-dire un groupe auquel aucune connaissance n'a été transmise par les générations précédentes – pour reconnaître la fonction sociale essentielle de la connaissance. L'idée d'un tel groupe est bien sûr une pure expérience de pensée, mais elle démontre assez clairement que les groupes humains, qui incontestablement ne peuvent pas survivre sans nourriture ou protection contre la violence physique, ne peuvent pas survivre non plus sans connaissances. Les organismes non-humains, dans une plus ou moins grande mesure, sont capables de trouver leur nourriture « instinctivement », c'est-à-dire à l'aide de mécanismes de conduite innés, et peut-être en conjonction avec un degré comparativement bas de connaissance acquise. Les êtres humains, par contre, sont complètement incapables de s'orienter sans connaissance acquise : sauf à l'état de nouveau-né, ils ne peuvent trouver la bonne nourriture ou même quelque nourriture que ce soit sans connaissance apprise. Le besoin humain de connaissance, en d'autres termes, est aussi élémentaire que le besoin de nourriture. Tout comme les moyens de satisfaire d'autres besoins élémentaires, ceux qui satisfont les besoins de connaissance peuvent être monopolisés. Sous forme de monopole, les moyens d'orientation, l'appropriation des moyens de satisfaire les exigences humaines de connaissance, peuvent servir de socle aux inégalités de pouvoir.

Il faudrait mentionner une autre fonction élémentaire. D'autres organismes sociaux possèdent parfois des autocontrôles innés qui leur permettent de vivre ensemble dans des groupes sans se détruire eux-mêmes ni détruire les autres. Mais les êtres humains ne disposent pas de telles limitations naturelles. Il leur faut acquérir, par l'éducation au contact des autres, les modèles d'autorestriction indispensables à la vie sociale. Par conséquent l'apprentissage individuel des modèles sociaux d'autorestriction ou d'un processus de civilisation de ce type est aussi l'une des fonctions de survie les plus élémentaires que l'on rencontre

dans chaque groupe humain. On peut trouver l'une des institutions sociales qui accomplit cette fonction dans les rites d'initiation des groupes humains les moins complexes. Ils représentent une première forme de civilisation des membres individuels d'un groupe. Les pressions du groupe vers l'exercice de l'autocontrainte, comme toutes les autres fonctions élémentaires que j'ai mentionnées, peuvent aussi être monopolisées et ainsi utilisées comme source de pouvoir et de différenciation des statuts, donc comme un moyen de domination et d'exploitation. Les rites d'initiation, par exemple, ne sont pas seulement un moyen de produire un modèle spécifique d'autocontrainte, mais aussi d'importants épisodes dans

la lutte de pouvoir larvée ou ouverte entre les générations. Cette fonction élémentaire est, elle aussi, irréductible. L'apprentissage de l'autocontrainte n'est certainement pas possible sans que les autres fonctions mentionnées ci-dessus, y compris le contrôle de la violence, soient simultanément assurées. En revanche, celles-ci requièrent à leur tour des modèles individuels d'autocontrôle.

Ces quatre fonctions élémentaires ne constituent pas à elles seules la gamme de toutes les fonctions possibles. Il y en a d'autres. Celles que j'ai mentionnées fournissent néanmoins des exemples d'universaux du développement social qui peuvent être testés empiriquement et, si nécessaire, corrigés.

VII

Je voudrais illustrer à l'aide d'un exemple la valeur cognitive du concept de « fonctions sociales de base ». Marx a tenté de comprendre théoriquement toute la dynamique du développement social en référence à un seul dénominateur commun. Il voyait la monopolisation des moyens de production – par exemple, les moyens de satisfaire la faim – comme la source des inégalités sociales et la racine de toutes les autres inégalités. Il considérait les conflits issus de cette monopolisation des chances de satisfaire les besoins « économiques » comme la force motrice essentielle et peut-être même exclusive du développement social.

Il concevait en conséquence une classe dirigeante faite de guerriers féodaux comme une strate plus ou moins du même type qu'une classe dirigeante d'entrepreneurs du commerce ou de l'industrie. Il n'accordait pas beaucoup d'importance à la distinction entre ceux qui devaient leur pouvoir « économique » à leur classe et ceux qui le devaient à leur capital. Pourtant le slogan français *nulle terre sans seigneur** était bien un slogan de classe. Il signifiait que quiconque n'appartenant pas à la noblesse d'épée, et n'étant donc pas compétent dans l'usage de la violence physique pour assurer l'obéissance, n'avait pas le droit de posséder la terre. Dans un certain nombre de cas, la coutume renforcée par la solidarité de classe

déniait aux paysans ainsi qu'à d'autres groupes non privilégiés la possession et l'utilisation des armes propres aux classes supérieures.

L'identification du rôle des conflits structureaux comme moteur du changement représenta un progrès pour la capacité de diagnostic des chercheurs en sciences sociales, mais leur restriction à des conflits de nature économique interne aux États fut en même temps un obstacle.

Marx vit ce que les groupes féodaux et entrepreneuriaux avaient en commun plus clairement qu'il ne perçut leurs différences structurelles. Il nota que, puisque tous les deux pouvaient monopoliser les moyens économiques de production, tous les deux acquéraient les chances de pouvoir [*power chances*] leur permettant d'exploiter d'autres groupes. Cependant il négligea de poser la question et, par conséquent, il ne trouva pas d'éléments pour expliquer pourquoi ceux qui étaient en possession des monopoles de pouvoir furent une noblesse guerrière dans un cas, et une classe marchande relativement pacifiée dans l'autre.

Les sociologues vont à l'encontre de leurs propres objectifs s'ils négligent de telles différences ; s'ils omettent, par exemple, de se demander pourquoi les classes de spécialistes économiques n'ont pas toujours joué le même rôle central dans la structure du pouvoir de leur société qu'ils ne le jouent aujourd'hui. On

*En français dans le texte [NDT].

constate facilement que les caractéristiques sociales de ces groupes qui ont représenté la formation dirigeante [*establishment*] la plus élevée dans les sociétés à État et dont on peut par conséquent supposer qu'ils possédaient les ressources en pouvoir les plus importantes, ont changé de façon bien spécifique depuis l'époque où, probablement dans l'antiquité sumérienne, des sociétés ayant les caractéristiques d'un État émergèrent pour la première fois sur la base de sociétés préétatiques. Depuis cette époque, d'il y a cinq ou six mille ans, jusqu'à des époques passablement plus récentes, deux groupes de fonctionnaires sociaux, avec relativement peu d'exceptions, occupaient la position de groupes les plus élevés, les plus puissants, et souvent les plus riches dans la hiérarchie des statuts au sein des sociétés à État. Ces deux principales formations dirigeantes étaient, pour aller vite, les groupes de prêtres et les groupes de guerriers ; ceux qui dirigeaient le temple et ceux qui dirigeaient le palais (les princes, les rois, et les empereurs à la tête de leur cour en conjonction avec des groupes oligarchiques de guerriers nobles, et parfois déposés par eux).

Il y eut des exceptions. L'une d'elles fut la cité-État. Les cités phéniciennes, grecques et, plus tard, italiennes et hollandaises, en sont des exemples. Les États maritimes, autrement dit les États dont les principaux effectifs militaires étaient concentrés dans la marine, avaient en général des groupes dirigeants aux caractéristiques sociales différentes des groupes dirigeants des États terrestres, États dont les forces militaires principales étaient les armées de terre. Nous en avons des exemples évidents avec l'Angleterre depuis l'époque d'Henri VIII ou encore avec les Pays-Bas. Le développement de la Chine suivit aussi une autre voie. Les fonctionnaires de l'administration civile à la cour impériale et, à travers le pays, une classe de propriétaires fonciers occupant des fonctions administratives, réussirent relativement tôt à arracher le pouvoir aux guerriers. Parfois appelée *gentry*, parfois « mandarins », ils formèrent dans tout le pays un réseau hiérarchique dense doté d'une tradition culturelle unifiée et d'un fort sens de sa propre supériorité par rapport à tous les autres groupes. Ainsi, en Chine une formation sociale non-militaire qui, pour le maintien de son haut

niveau de pouvoir et de son statut élevé, requérait de ses membres un niveau assez poussé d'autocontrôle, remplaça durant des siècles les guerriers qui, partout où ils formaient le groupe dirigeant, gouvernaient plus directement, et étaient aussi gouvernés plus directement, au moyen de pressions de l'extérieur. Durant la période correspondant, en gros, au Moyen Âge occidental, les fonctionnaires dirigeants de la Chine développèrent même ce qui fut probablement l'organisation étatique la plus avancée de l'époque, qui ensuite se rigidifia lentement et déclina.

Mais dans la majorité des États, les plus grandes chances de pouvoir et de statut, dans certains cas jusqu'à tard au cours du xx^e siècle, se trouvaient dans les mains soit des guerriers, soient des prêtres, soit des deux à la fois, comme alliés mais aussi comme rivaux. La relation entre ces deux groupes dirigeants, au cours des longues années de leur suprématie, fut fondamentalement ambivalente et varia beaucoup. À certains moments ils étaient en concurrence pour le pouvoir, comme dans l'Égypte antique et dans l'Occident médiéval, où la lutte entre l'empereur et le pape offre un exemple parlant. Plus récemment, le conflit entre le Shah et les mollahs en Iran en offre un autre. Dans d'autres cas, ils devinrent alliés dans leur effort pour assurer l'ordre par l'obéissance des autres groupes. Comparé au statut des princes, des nobles et des grands prêtres, le statut des marchands dans le passé dépassa rarement le second ou le troisième rang. Ce constat peut, en lui-même, servir d'indication assez fiable du fait que leurs chances de pouvoir étaient en général plus faibles que celles des guerriers et des prêtres.

Au cours des xix^e et xx^e siècles, deux groupes de spécialistes économiques, d'abord les entrepreneurs et les managers de la classe moyenne et, plus tard, dans une moindre mesure, les représentants des classes ouvrières organisées, dans un nombre croissant de sociétés à État, prirent l'ascendant sur les deux groupes dirigeants traditionnels. Avant cette époque, l'un ou l'autre de ces derniers (ou les deux) avait généralement occupé une position dominante dans les assemblées par ordre [*estate assemblies*] partout où elles existaient. Aujourd'hui, les représentants des groupes de spécialistes économiques organisés

sous la forme de partis de masse, ont pris l'ascendant au sein des assemblées législatives [*state assemblies*], ce qui a changé leur caractère : les assemblées par ordre ont laissé la place aux parlements. On ne devrait peut-être pas refermer trop tôt la question de savoir quels changements structureaux reflètent ce développement depuis les sociétés à État où pendant longtemps les guerriers ou les prêtres (ou les deux) formèrent les classes dirigeantes les plus puissantes, occupant les rangs les plus élevés, jusqu'à des sociétés à État plus récentes dans lesquelles les nobles et les prêtres ont perdu leur statut privilégié, et où deux classes économiques antagonistes mais interdépendantes ont pris l'ascendant.

En outre, un nouveau mouvement s'est développé dans les périodes très récentes. Une autre formation sociale aux caractéristiques

sociales différentes surpasse maintenant fréquemment en pouvoir et en statut les dirigeants des deux groupes de spécialistes économiques, tout en restant souvent dans une position de compétition latente avec eux. Je veux parler des hommes et des femmes qui sont politiciens professionnels et membres de la direction d'un parti. Dans les États à parti unique aussi bien que dans les États pluralistes, les politiciens de carrière (c'est-à-dire les spécialistes politiques) possèdent à présent dans beaucoup de sociétés à État une meilleure chance d'accès aux monopoles centraux d'État et aux possibilités concomitantes de pouvoir, que les militaires, les prêtres ou les spécialistes économiques. Ces derniers groupes, là où ils sont assez organisés et puissants, sont en compétition pour le pouvoir avec les politiciens de parti.

VIII

On peut se demander pourquoi des classes dirigeantes aux fonctions distinctes et, par conséquent, aux caractéristiques sociales différentes prirent place au sommet des hiérarchies de statut et de pouvoir au sein des sociétés à État à différentes époques. Les références précédentes aux fonctions de base de la survie dans les sociétés humaines peuvent ici nous aider. Hegel comme Marx, l'idéaliste historique comme le matérialiste historique, supposèrent tous les deux qu'un seul et toujours le même ensemble de fonctions, dans un cas les fonctions intellectuelles, dans un autre la sphère économique, joue le rôle dominant comme force motrice tout au long du développement de l'humanité. En réalité on peut observer, depuis les sociétés à État des origines jusqu'à celles de nos jours, plusieurs fonctions de base dont les spécialistes jouent ou partagent un rôle dominant dans la hiérarchie de pouvoir et de statut, et donc dans les luttes de pouvoir de leur siècle. Mais les ressources et donc la répartition des différentes possibilités de pouvoir accessibles à ces différents groupes de fonctionnaires, et particulièrement leurs chances d'accès aux monopoles centraux d'un État peuvent varier considérablement selon les conditions sociales. Ainsi en va-t-il, par conséquent, de leur position dans la hiérarchie de statut des sociétés.

S'émanciper des modèles monistes et les remplacer par des modèles pluralistes de développement social (qui incluent le temps présent autant que le passé) requiert ainsi de prendre en compte les questions de force et d'intensité. De façon provisoire, on peut peut-être dire que le pouvoir relatif d'un groupe de fonctionnaires sociaux varie en rapport avec les variations de la force et de l'intensité des besoins sociaux que ce groupe est à même de satisfaire en vertu de sa spécialisation. La capacité d'un groupe à fournir, à rationner ou à retirer, c'est-à-dire à contrôler les moyens de satisfaire les besoins sociaux d'une unité de survie (et ainsi d'autres groupes) constitue le principal appui du pouvoir de ce groupe.

Cependant, la dépendance vitale d'une unité de survie différenciée ayant la forme d'une société à État, vis-à-vis d'un ou de plusieurs groupes de fonctionnaires spécialisés (tels les prêtres ou les guerriers), n'est jamais totalement à sens unique. Jusqu'à un certain point, ces groupes dépendent à leur tour d'autres groupes pour la satisfaction de besoins sociaux. Ce que l'on peut généralement observer lorsque l'on étudie les sociétés à État est un ajustement réciproque des besoins et des satisfactions, un équilibre des concessions mutuelles, aussi inégal soit-il, entre différents groupes de spécialistes, y compris ceux chargés

de la tâche de prendre les décisions pour la société à l'État en tant que telle. En règle générale, par conséquent, on rencontre dans une telle société une lutte acharnée, ouverte ou latente, entre des groupes spécialisés, y compris les groupes gouvernants, avec pour but de déplacer l'équilibre des échanges et des concessions dans une direction plus favorable à son propre groupe. Et, avec peu d'exceptions, à travers les âges, les sociétés à l'État, même celles qui visaient explicitement à promouvoir l'égalité complète, prenaient toujours forme dans un moule fait de grandes inégalités. L'équilibre des échanges entre les différents groupes de spécialistes est resté obstinément inégalitaire, même si dans certains États pluralistes, il est devenu un peu moins accentué qu'il ne l'a été. En dépit de cette poussée de démocratisation fonctionnelle, les sociétés à l'État présentent généralement encore une réciprocité fortement déséquilibrée entre les groupes gouvernants et les gouvernés.

La situation actuelle s'éclaire lorsqu'on la compare aux situations du passé. En effet, si les lectures contemporaines des premières sociétés à l'État que nous avons pu mettre au jour jusqu'ici sont correctes, si la première organisation de type étatique de la Sumer antique (la première organisation à grande échelle que nous connaissons) était en fait centrée sur un temple, et dirigée par des prêtres, il n'est peut-être pas excessivement audacieux de conclure que les exigences sociales de la population de l'État que les prêtres pouvaient satisfaire étaient à ce stade bien plus pressantes et impératives qu'aujourd'hui. Un niveau plus élevé d'autocontrainte a également pu aider les prêtres à prendre le dessus sur la population qu'ils gouvernaient. Le niveau relativement élevé de sécularisation, le caractère très étendu du fonds de connaissances testables et valides [*reality-congruent*] d'une époque ultérieure, et une formation de la conscience qui, chez les adultes, est aujourd'hui devenue moins dépendante des contraintes externes, réelles ou imaginaires, peuvent rendre difficile la compréhension de l'idée qu'à un stade de développement où le fonds de connaissances valides était considérablement plus restreint, le besoin social d'un savoir magico-mythique des voies du monde spirituel (qui forme le cœur de la profession-

vocation d'un prêtre) était beaucoup plus fort, et que le pouvoir des prêtres était en conséquence plus grand.

Dans les sociétés à l'État présocratiques, les prêtres étaient généralement les principaux spécialistes de la préservation, du développement et de la transmission des moyens d'orientation de base d'une société, et de son fonds de connaissances. En outre, les connaissances magico-mythiques peuvent beaucoup plus facilement être monopolisées que les connaissances scientifiques. C'est pourquoi, il n'est pas surprenant que dans les cités-États de l'antiquité sumérienne, les prêtres formaient le groupe dominant le plus puissant ou, après que les guerriers eurent pris l'ascendant sur eux, le deuxième groupe le plus puissant. Le fait que les prêtres aient également contribué à renforcer et à reproduire les besoins sociaux des groupes qui formaient la base de leur pouvoir ne doit pas détourner l'attention de la réalité de ces besoins à ce stade du développement de l'humanité. La projection d'une structure contemporaine de besoins – et de contrainte – sur celle d'époques antérieures empêche la compréhension de ces dernières. Les sociétés à l'État contemporaines sont extrêmement dépendantes de la production scientifique de connaissances. Leurs membres peuvent s'appuyer sur tout un corps de moyens d'orientation valides. Les connaissances que les enfants apprennent aujourd'hui avec une grande facilité étaient dans beaucoup de cas inexistantes à un stade antérieur de développement, et auraient sans doute été complètement incompréhensibles pour les représentants des sociétés anciennes si elles leur avaient été présentées. D'une certaine manière, les gens qui savent déjà peuvent trouver incompréhensible la situation de connaissance de ceux qui ne savaient pas. Ils peuvent trouver extrêmement difficile de se mettre dans la position de ceux qui ne savaient (ou ne savent) pas encore, et les chercheurs en sciences sociales ont dans l'ensemble échoué à leur rendre plus facile la compréhension de cette situation. Ils n'ont pas réussi à agir comme les interprètes d'êtres humains dont le fonds de connaissances valides, bien que peut-être beaucoup plus détaillé, était beaucoup moins étendu que le leur. Aujourd'hui les gens font rarement

l'expérience de ne pas savoir, de rencontrer des événements pour lesquels ils ne disposent d'aucun nom. Les êtres humains ne peuvent survivre s'ils ne peuvent classer les événements en leur donnant un nom, en les replaçant dans leur fonds de symboles communs. Ainsi, durant les longues époques durant lesquelles leur fond de connaissances valides est demeuré comparativement restreint, les gens comblaient ces lacunes avec des connaissances fantasmagiques standardisées par la communauté. Par ailleurs, les membres des sociétés contemporaines que nous appelons avancées trouvent souvent que le niveau d'insécurité et les dangers auxquels ils sont exposés sont beaucoup trop grands, du moins rapportés à leurs propres aspirations et à leurs propres besoins. Par conséquent, ils ne parviennent pas à comprendre que le niveau de danger dans les sociétés industrielles contemporaines est bien inférieur à celui des sociétés médiévales, ou, dans ce cas précis, à celui des États de la Mésopotamie antique. Sous cet aspect, aussi, l'imagination des membres des États-nations industriels fait souvent défaut. À peu d'exceptions, ils jouissent, qu'ils soient malades ou en bonne santé, riches ou pauvres, d'un niveau de sécurité comparativement élevé qu'ils semblent à peine remarquer. Ils comprennent difficilement que dans les sociétés à État antérieures, la capacité de maîtriser les divers dangers était bien moindre. Les mots leur manquent lorsqu'ils essayent de montrer que le modèle de contrainte des membres des sociétés antérieures – y compris la formation de leur conscience – était différent du leur. Pour se contrôler eux-mêmes, il fallait à ces gens du passé compter dans une plus grande mesure sur la crainte de forces extérieures, y compris la crainte des dieux.

Le processus qui a vu les villages tribaux se développer en cités-États représenta une des étapes les plus importantes dans le développement des sociétés humaines. Il signifia un nouveau degré de différenciation et d'intégration. Les progrès de l'archéologie mésopotamienne ont considérablement accru notre compréhension de ce processus. Le développement au cours duquel émergea ce nouveau type d'organisation, la configuration nouvelle d'un État avec ses qualités propres qu'on ne retrouve pas aux niveaux précédents, a sans doute pris beaucoup de temps, certainement quelques siècles

et peut-être plus de mille ans. Un processus continu comprenant de nombreuses étapes intermédiaires lia le stade du village à celui de la cité-État.

L'une des caractéristiques évidentes de cette dernière était le plus grand nombre de personnes liées les unes aux autres au sein de l'unité de survie disposant des caractères structurels d'un État. Mais vivre ensemble en grand nombre ne fut rendu possible, et ne s'imposa aux membres de ces sociétés, que par la nouvelle configuration qu'ils formaient les uns avec les autres, notamment par un nouveau mode de vie. Il nécessita un nouveau mode de contrôle à la fois par les autres et par soi-même. Le gouvernement, la coordination centralisée, la direction et le contrôle de toutes les autres activités, le maintien de la paix au sein de l'État, et la défense de ses citoyens contre les attaques extérieures devinrent désormais des spécialités permanentes. Ceux qui remplirent ces fonctions sociales furent libérés de la plupart des autres tâches sociales, et par-dessus tout de la nécessité d'assurer leur propre subsistance, ce qui les séparait de tous les autres groupes par des différences de statut et de pouvoir, et produisait ainsi une distance sociale d'une ampleur inconnue au niveau du village. De la même manière, ceux qui produisaient la nourriture ou les biens manufacturés devinrent désormais aussi des spécialistes permanents en un sens qui n'existait pas avant que les fonctions centralisées de gouvernement ne prennent les caractéristiques d'une spécialité permanente monopolisée par certains groupes, certaines personnes, ou certaines familles. Au stade tribal ou villageois, la norme était une stratification en termes de groupes d'âge et de sexe. Parmi les rares spécialistes professionnels, on trouvait les prêtres et les forgerons. Au stade étatique, au contraire, la stratification professionnelle imprègne l'ensemble du tissu social. Le fait que la production de nourriture soit désormais devenue une spécialité permanente et exclusive a sans aucun doute joué un rôle significatif dans l'augmentation du produit agricole, mais il a aussi signifié l'exclusion des producteurs de nourriture de toute participation dans les fonctions de direction, de coordination, et de contrôle d'une société à État.

La compréhension de ce processus de développement d'un niveau préétatique à un niveau

étatique d'organisation (et de beaucoup d'autres changements parallèles) est à présent, dans une certaine mesure, bloquée par un mode de conceptualisation qui divise les sociétés, d'une manière plutôt vague, en quatre ou cinq sphères statiques. Celles-ci sont présentées dans des termes tels que « politique », « économique », « culturel » ou « religieux », et sont généralement conçues comme des universaux présents dans toutes les sociétés quel que soit leur niveau de développement. Ils sont cependant rarement reliés avec précision aux fonctions spécialisées accomplies par des groupes humains selon le stade d'intégration et de différenciation de leur société. En conséquence, des termes tels que « différenciation sociale » et « division des fonctions » (cette dernière avant tout sous sa forme mieux connue de « division du travail »), sont souvent restreints à ce qui est considéré comme la sphère économique de la société. Il peut sembler périlleux d'appliquer des termes comme « différenciation sociale » et surtout « division du travail », à la sphère politique, par exemple. C'est pourquoi, l'émergence d'un gouvernement central comme ensemble de fonctions différenciées de façon permanente n'est souvent pas clairement identifiée comme un processus de différenciation croissante des sociétés.

Des travaux plus anciens, en particulier ceux de Gordon Childe⁶, ont découvert le fait, aujourd'hui largement reconnu, que l'émergence des cités-États sumériennes, avec leur nombre considérable de groupes spécialisés ne cultivant pas leur propre nourriture, a été rendue possible par un développement de l'agriculture à un niveau pour lequel ceux qui travaillaient à la campagne produisaient un surplus agricole, c'est-à-dire plus de nourriture que ce dont ils avaient besoin pour leur propre survie et celle de leurs familles. On a souvent analysé la production d'un surplus alimentaire fut largement perçue comme la condition de l'émergence d'installations humaines ayant les caractéristiques d'une ville, contenant beaucoup de groupes qui ne cultivaient pas leur propre nourriture. Ce qu'on a peut-être vu moins clairement est la signification du fait que les cités possédaient également les caractéristiques d'un

État. Il est peut-être désagréable de l'admettre, mais on ne peut pas faire l'impasse sur le fait qu'à ce stade la production et la distribution d'un excédent alimentaire et, plus généralement, la production d'un capital social, dépendait dans une large mesure des formes que prenaient les contraintes externes. Ces contraintes ont d'abord été imposées à la population par la crainte des déesses et des dieux, et des pouvoirs magiques des prêtres et des prêtresses, ou par les seigneurs de la guerre et leurs partisans, qui paraissaient aussi tenir leur puissance des dieux. Durant ces premiers stades, et en fait pour une longue période, ces groupes dirigeants utilisèrent leur pouvoir pour dominer et exploiter sans bornes, confinant beaucoup de ceux qui travaillaient sur la terre ou sur les chantiers d'irrigation à un niveau de pure subsistance. Vraisemblablement, les prêtres inventèrent d'abord l'art de l'écriture comme un moyen de contrôle des grandes quantités de nourriture et de produits manufacturés qui étaient dus aux dieux, stockés dans les bâtiments du temple, et redistribués de là à diverses couches de la population de l'État. Une organisation si gigantesque ne pouvait plus être gérée et contrôlée au seul moyen de la mémoire des serviteurs des dieux. Les comptes écrits facilitèrent grandement la gestion et le contrôle des revenus et des dépenses d'un temple. L'extraction d'un large surplus pris aux producteurs de nourriture et aux artisans par les organisations du palais et du temple fut selon toute probabilité l'une des conditions du riche épanouissement de la culture sumérienne. Mais souvent le fait que les contraintes de l'organisation centralisée de l'État étaient initialement à la racine aussi bien de la production que de la distribution d'un surplus n'est pas clairement perçu, probablement parce qu'il nous est trop désagréable. Pour cette raison, la révolution urbaine, comme on l'a appelée, a paru entièrement explicable en termes économiques. On a prêté beaucoup d'attention à la grande fertilité du sol dans le delta des grands fleuves, et au rendement agricole dû à un ingénieux réseau d'irrigation. La découverte du rôle joué par l'excédent agricole dans le développement des cités

6. Gordon Childe, *What happened in History*, Harmondsworth, Penguin, 1942.

sumériennes a représenté un authentique progrès scientifique. Mais celui-ci a été réalisé sous l'égide d'une théorie monocausale considérant les facteurs qui pouvaient être classés comme économiques, comme la seule et unique source de tous les autres développements.

Ce qui arriva à Sumer, comme je l'ai mentionné, fut un développement des villages non seulement en cités, mais aussi en cités-États avec un niveau de spécialisation (particulièrement des fonctions gouvernementales) plus élevé qu'il n'avait jamais été atteint par les humains auparavant. La fertilité du sol et la production d'un surplus alimentaire joua sans aucun doute un rôle dans ce développement, mais ne peut l'expliquer totalement. Des paysans libres ne se donnent pratiquement jamais la peine de produire un surplus alimentaire année après année sans de fortes récompenses ou une forte contrainte. Il est difficilement concevable que les villageois de l'antiquité sumérienne représentaient une exception, en d'autres termes, qu'ils commencèrent à produire un excédent alimentaire régulier qui donna par la suite naissance à un excédent démographique de groupes urbains non-agricoles. Une explication moniste en terme de cause et d'effet n'a pas sa place ici. En revanche une image différente ressort si l'on essaie de rassembler les fragments de preuve non pas sous forme causale, mais sous la forme d'un processus. Émerge alors la question de savoir quels fonctionnaires sociaux avaient à leur disposition des ressources de pouvoir suffisantes, pour obliger les producteurs de nourriture à accomplir le dur travail requis pour la production d'un surplus alimentaire même sous les conditions naturelles les plus favorables. Quel groupe (ou quels groupes) avait le pouvoir de développer et de contrôler la construction et le maintien de dispositifs d'irrigation ? Qui avait l'autorité pour coordonner la main-d'œuvre sur laquelle reposaient la production régulière, le transport et la distribution d'un surplus alimentaire ? Les preuves existantes fournissent une réponse. Le noyau autour duquel la cité-État sumérienne se développa fut en premier lieu le temple, siège d'un dieu et bastion des prêtres, et en second lieu le palais, siège d'un seigneur de la guerre ou d'un roi, et bastion de ses guerriers et de ses administrateurs.

Il a parfois été dit de l'appropriation du surplus économique qu'elle était la principale source de pouvoir des deux groupes dirigeants durant ces premiers temps. Mais le surplus ne préexistait pas. Il grossit avec et fit lui-même partie de l'organisation humaine qui à l'époque prit les caractéristiques d'une cité-État centrée initialement sur le temple, puis sur le couple temple-palais. Une explication causale obscurcit le problème. Dans de tels cas une explication de type processuelle est plus appropriée. Le dernier stade du processus, qui seul nous est connu, montre assez clairement non seulement que l'excédent alimentaire produit sous la pression par ceux qui travaillaient la terre fut la condition de l'existence d'une population urbaine non-agricole, mais également qu'une organisation étatique capable de coordonner le travail agricole aussi bien que l'entretien et la défense des installations d'irrigation fut aussi une condition de la production régulière d'un surplus. Un groupement centré sur un sanctuaire sumérien vieux et vénéré, celui d'Eridu, a pu se développer dans ce sens, initialement protégé contre les attaques étrangères continues par les marécages ou par les bras de la rivière, et peut-être par le respect et la crainte que la divinité d'un grand sanctuaire pouvait inspirer à des groupes étrangers. Au fil du temps, de plus en plus de cités-États se trouvèrent en concurrence pour l'hégémonie, et les groupes spécialisés dans la guerre prirent l'ascendant sur les prêtres. Les caractères naturels et magiques de ces derniers furent complétés ou remplacés par des réalisations humaines, particulièrement par les murs de la cité. Une fois admis que le développement d'une cité-État et la production d'un excédent alimentaire, représentèrent un processus lent, il devient plus facile de voir que ce ne fut pas d'abord l'appropriation des ressources économiques qui constitua le fondement du pouvoir des prêtres et des guerriers, mais plutôt les caractéristiques inhérentes à leur spécialisation. Le pouvoir des prêtres dérivait en premier lieu de leur relation particulière avec les dieux, de leur possession exclusive des moyens d'orientation du type magico-mythique. En fait, la position élevée des prêtres dans la hiérarchie de statut et de pouvoir des sociétés jusqu'à l'émergence de connaissances sécularisées (et en réalité bien au-delà) peut servir

comme mesure empirique de la force et de l'intensité du besoin de telles connaissances dans la société en général. De la même manière, si les seigneurs de la guerre ou les rois et leurs troupes furent capables de maintenir et de contrôler l'organisation qui assurait la production régulière d'un excédent alimentaire, ce fut d'abord parce qu'à partir d'un certain stade, le danger auquel étaient exposés les groupes humains installés dans les cités – comme le risque quotidien d'une attaque par des maraudeurs ou d'une guerre par des ennemis humains – était tellement important que la dépendance des membres d'une société pour leur sécurité physique (et en fait pour leur survie) vis-à-vis des spécialistes de l'usage de la violence ou de la guerre – en d'autres termes vis-à-vis des militaires – était considérable. Presque partout les militaires prirent le caractère d'une caste séparée des autres groupes par leur naissance, occupant le rang le plus élevé. Comme dans le cas des prêtres, là aussi le statut élevé d'un groupe de spécialistes peut être considéré comme une mesure de la force et de l'intensité des besoins sociaux qu'il peut satisfaire en vertu de sa spécialisation. Le fait qu'une forme de noblesse héréditaire en vint avec une grande régularité à être associée aux militaires est un indice de la grande priorité que représenta pendant des milliers d'années la guerre, défensive ou offensive, parmi les besoins des sociétés humaines. À l'évidence, les rois et les nobles maintinrent leur suprématie même après que des changements spécifiques de la structure des sociétés humaines eurent diminué la force et l'urgence des besoins sociaux qu'ils remplissaient. On est tenté de penser que la question de la défonctionnalisation des rois et des descendants des classes guerrières traditionnelles mériterait plus d'attention. Cependant, le fait que ces groupes de spécialistes sociaux occupèrent longtemps la position la plus haute dans la hiérarchie de pouvoir et de statut, la plupart du temps bien supérieure à celle des marchands et autres groupes de spécialistes économiques, peut servir de mesure de la force et de l'urgence de la demande des services qu'ils étaient en mesure de monopoliser. Un modèle pluraliste exhaustif du développement des sociétés humaines devrait inclure, en plus des fonctions économiques,

un certain nombre d'autres fonctions, particulièrement lorsque les groupes concernés furent capables de pérenniser leur spécialisation sous la forme d'un monopole héréditaire. Les églises ont souvent revendiqué le droit héréditaire de légitimer les prêtres, et les nobles ont dans beaucoup de cas revendiqué avec succès l'accès exclusif aux positions de commandement des forces armées. Plus généralement, on peut dire que la monopolisation des moyens d'orientation et des instruments de violence (et les luttes de pouvoir qui leur sont liées) doit être placée côte à côte avec la monopolisation des moyens de production et les conflits en résultant, comme facteurs irréductibles du développement d'une société. Un autre groupe, que je ne peux mentionner qu'en passant, est celui des hauts fonctionnaires, groupe dont le pouvoir relativement élevé est fondé sur un contrôle monopolistique de l'accès aux hauts postes de l'État. Enfin, à notre époque, les politiciens de parti, comme je l'ai déjà mentionné, ont rejoint les rangs des groupes dirigeants. Au cours d'un processus de démocratisation fonctionnelle, les partis de masse, à la fois dans les États pluralistes et dans les systèmes à parti unique, furent capables de monopoliser l'accès aux postes gouvernementaux d'un État, et donc aux monopoles centraux d'État.

La pacification interne croissante et son corollaire, une plus grande sécurité physique et légale, ont aidé à augmenter le potentiel de pouvoir [*power potential*] de deux groupes de spécialistes économiques, celui qui contrôle le capital et celui qui contrôle le travail. Une lutte prolongée entre ces deux groupes interdépendants a occupé le centre de la scène sociale dans la plupart des pays qui ont connu l'industrialisation au cours du dix-neuvième et vingtième siècle. Ce fut un épisode transitoire de grande importance. Jusqu'à ce que le gros du travail agricole et industriel, et une partie des services devinssent mécanisés, aucun des deux groupes en conflit ne pouvait prendre le dessus. L'équilibre du pouvoir entre eux penchait en faveur des détenteurs du contrôle des moyens d'investissement et donc de la structure de l'emploi, mais leur surplus de pouvoir n'était jamais suffisant pour atteindre la domination

incontestée à laquelle ils aspiraient parfois. Le but correspondant n'était pas non plus à la portée des dirigeants des organisations ouvrières. Bien que les associations professionnelles des travailleurs améliorèrent grandement le potentiel de pouvoir de ces derniers, les ressources intrinsèques des classes ouvrières industrielles en tant que groupe de fonctionnaires sociaux [*social functionaries*] remplissant les besoins de base de la société, ne furent jamais suffisamment importantes pour atteindre une supériorité durable sur les autres groupes, y compris ceux contrôlant le capital. Cet idéal de quelques-uns de leurs porte-parole était aussi inatteignable par des moyens violents que par des moyens non-violents. La révolution au nom des travailleurs de l'industrie augmenta le pouvoir des directions de partis politiques [*party establishments*] aux dépens de tous les autres groupes, y compris les travailleurs de l'industrie eux-mêmes. Elle conféra à la direction du parti, non seulement le contrôle des moyens de violence et de taxation, mais aussi le contrôle du capital et donc des opportunités d'emploi. En outre, la direction gagna aussi le contrôle monopolistique de l'organisation et de la connaissance.

Les quatre types de besoins sociaux de base, et de spécialisations capables de les satisfaire mentionnés ci-dessus, n'en épuisent pas la liste. Les groupes humains spécialisés dans les moyens de violence, d'orientation, d'accumulation du capital et d'investissement, ainsi que dans l'organisation des autres groupes de la population, furent capables, à un moment ou à un autre, de contrôler les monopoles centraux d'un État et ainsi, seuls ou en partenariat, de remplir les fonctions de direction de leur société. Les conflits de pouvoir récurrents au sein des États ou entre ceux-ci, que ce soit entre des *establishments* concurrents ou entre les établis et les outsiders – en d'autres termes, les luttes d'hégémonie⁷ et de survie de divers types – formèrent l'une des plus puissantes, sinon la plus puissante force motrice du développement des sociétés. En

tant que tels, ces conflits étaient aveugles ; ils engagèrent les personnes et débouchèrent sur des résultats non intentionnels. Dans certains cas, ces résultats furent une ascension progressive et accidentée ou parfois une poussée rapide vers un degré plus élevé d'intégration et de différenciation ; dans d'autres il s'est agi d'une descente vers un niveau d'organisation inférieur, de déclin ou de désintégration.

Il reste beaucoup de travail à effectuer de façon détaillée sur les changements de la structure de l'humanité qui trouvent leur expression dans les changements de groupe dirigeant brièvement étudiés ici sous la forme d'un modèle testable. L'expression « structure de l'humanité » peut encore à présent sonner de façon peu familière à nos oreilles. Mais elle devient un concept indispensable si l'on considère que les changements structurels de relations au sein des sociétés et entre celles-ci sont fonctionnellement interdépendants. L'humanité est simplement un autre mot pour désigner la totalité des sociétés humaines, et le processus de transformation des configurations de toutes les unités de survie, que celles-ci aient le caractère de groupes de parenté, de tribus, ou d'États. En d'autres temps le terme « humanité » a souvent servi comme symbole d'un idéal trop éloigné et hors de portée des enquêtes de sciences sociales. Il n'est aujourd'hui plus si éloigné. Et il ne s'agit pas non plus d'un idéal. À une époque où toutes les différentes tribus, tous les États du monde, sont de plus en plus étroitement rassemblés, l'humanité représente de plus en plus un cadre de référence opératoire pour des enquêtes sociologiques sur les phases passées aussi bien que présentes du développement social. Comme symbole d'un haut niveau de synthèse, représentant la continuité de long terme du développement des sociétés humaines, le concept devient une porte d'entrée indispensable pour la découverte et la compréhension du passé comme du présent.

7. Norbert Elias, *Humana Conditio. Beobachtungen sur Entwicklung der Menschheit*, Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp, 1985.

IX

Parmi les nombreuses questions laissées en suspens pour le moment demeure celle de savoir pourquoi des relations différentes entre les prêtres et les guerriers semblent s'être développées relativement tôt dans différentes branches des peuples indo-aryens. Dans le processus de formation étatique des groupes aryanophones qui envahirent l'Inde, les prêtres émergèrent au sommet de la hiérarchie de statut et de pouvoir. Ils formèrent la caste la plus élevée, suivie de celle des guerriers. De même, parmi les peuples celtiques et gaéliques, des prêtres appelés druides ont pu occuper certaines fonctions de direction et une position très élevée dans la hiérarchie de statut et de pouvoir. En revanche, dans les processus de formation étatique des peuples hellénique, italique, germanique et slave, les guerriers prirent l'ascendant sur les prêtres. Chez les Grecs en particulier, les prêtres et les prêtresses, bien qu'ils jouaient un rôle dominant dans certains sanctuaires comme celui de Delphes, semblent avoir perdu la lutte de concurrence pour la suprématie et particulièrement pour les positions dominantes dans la société au profit des guerriers nobles. Déjà, dans Homère, on peut constater la suprématie des guerriers. Les dieux s'y associent souvent avec des guerriers nobles, ou dirigent leurs destins sans l'intermédiaire des prêtres et parfois comme si eux-mêmes étaient simplement une race plus puissante de nobles. Il est difficile d'imaginer qu'une grande poussée de sécularisation puisse avoir eu lieu chez les Grecs anciens et continué pour un temps chez les Romains si la vieille compétition entre guerriers et prêtres y avait pris le même tour qu'en Inde, c'est-à-dire si là aussi les prêtres avaient pris l'ascendant sur les guerriers. On peut dire la même chose de la grande lutte pour la suprématie entre le pape et l'empereur au Moyen Âge. Encore une fois, si les prêtres, organisés en églises, avaient pris l'ascendant sur les rois et les nobles (descendants fonctionnels des vieilles classes guerrières), la deuxième grande poussée de sécularisation représentée par-dessus tout par l'essor des sciences de la nature aurait difficilement pu avoir lieu.

Le temps a adouci la rivalité entre ces deux groupes de spécialistes. Les groupes sacerdo-

taux et militaires restent encore haut placés dans la hiérarchie de pouvoir et de statut de la plupart des sociétés à État contemporaines. Mais par comparaison avec les époques passées le besoin social de ces services a diminué. Dans beaucoup de cas, les spécialistes économiques et les directions de parti les ont dépassés au sommet de la hiérarchie de pouvoir et de statut. Les groupes scientifiques, en tant que spécialistes de la production et de la transmission des connaissances de base, principaux fournisseurs des nouveaux moyens d'orientation dans leurs sociétés, remplissent désormais les fonctions anciennement assurées par les prêtres. En vertu de leur spécialisation, leurs membres répondent à des besoins sociaux d'un autre ordre. Pourtant, les ressources en pouvoir des groupes scientifiques sont bien plus limitées que celles des directions économiques et de parti, ce qui éclaire la structure de l'équilibre du pouvoir. Individuellement, certains scientifiques peuvent disposer d'une grande autorité. Mais en tant que groupe, les scientifiques contemporains sont loin de former un foyer de pouvoir au même sens que les groupes dirigeants préalablement cités. La raison n'en est pas sans intérêt. Les scientifiques sont engagés dans une activité qui à la fois engendre et requiert un niveau élevé d'individualisation. Leur organisation est en général plus relâchée et moins militante que ces autres groupes dirigeants. Bien qu'en aucun cas ignorants de leur communauté d'intérêts professionnels, leur distribution dans différentes universités et dans une variété d'autres institutions, aussi bien que le caractère individualisant de leur travail d'enseignement et de recherche, tend à diminuer l'investissement dans leurs instances de représentation en tant que corps constitué. En outre, il est très difficile, et sur le long terme presque impossible, de monopoliser les résultats du travail scientifique. La pensée magico-mythique peut souvent être traitée avec succès comme un mystère et ainsi comme la chasse gardée d'un groupe humain particulier. Les connaissances valides [*reality congruent*], une fois découvertes, peuvent être maintenues secrètes pour un temps, mais elles peuvent toujours être

découvertes par d'autres et, en pratique, peuvent rarement être tenues secrètes longtemps. C'est un bon exemple de l'importance, dans la distribution des ressources de pouvoir [*power resources*], de la capacité différentielle à monopoliser des satisfactions dont d'autres ont besoin. Les prêtres et les scribes de l'antiquité sumérienne et égyptienne furent pendant longtemps capables de se réserver avec succès un large corps de connaissances, et notamment l'art de la lecture et de l'écriture. La monopolisation de cette connaissance constitua un socle puissant de leur position privilégiée. A contrario, même la connaissance scientifique la plus sophistiquée de

notre temps est publiée et rendue accessible à un large public par les bibliothèques. Les groupes scientifiques sont en concurrence les uns avec les autres et essayent de réserver des postes et des subventions pour leurs propres ouailles. Dans certains cas, ils s'enferment dans une tour d'ivoire faite de symboles incompréhensibles pour l'extérieur, en essayant de gagner du prestige et de l'autorité par leur obscurité. Il est rare, cependant, qu'ils puissent faire longtemps un secret de connaissances scientifiques authentiques, c'est-à-dire conformes à la réalité.